

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2024

Association Théâtre Paris Villette
211 AVENUE JEAN JAURES
75 019 Paris

Aux membres de l'association Théâtre Paris Villette,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Théâtre Paris Villette relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Nous assortissons cette certification d'une réserve concernant la provision pour risque sur l'activité partielle datant de la période COVID. En effet, l'association a perçue des aides de l'activité partielle alors qu'elle a des subventions de fonctionnement, en 2020 et 2021. La CNCC avait demandé que ce double financement soit provisionné en cas de remboursement. Le risque étant levé, la provision aurait dû être reprise.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 27 mai 2025.

<i>SARL LE-CAC</i>

<i>Vincent LAMY – Commissaire aux Comptes</i>

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
Capital souscrit - non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	32 300	30 525	1 775	2 375
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...	8 593	8 593		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	9 850	9 850		1 061
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	339 782	233 693	106 089	64 442
Autres immobilisations corporelles	650 924	437 943	212 982	269 338
Autres immobilisations corporelles en cours	12 248		12 248	
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Autres participations	153		153	153
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	1 053 850	720 604	333 246	337 369
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	57 423		57 423	137 645
Autres créances	205 401		205 401	830 672
Capital souscrit - appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	716 184		716 184	318 269
Charges constatées d'avance	23 873		23 873	20 006
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 002 881		1 002 881	1 306 593
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 056 731	720 604	1 336 127	1 643 962

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds associaifs		
Primes d'émission, de fusion, d'apport...		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	98 421	97 466
Résultat de l'exercice	290 443	955
Subventions d'investissement	283 761	336 519
Provisions règlementées		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	672 625	434 940
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	39 278	39 278
TOTAL PROVISIONS (II)		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	15 195	2 220
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 417	2 377
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	249 093	266 715
Dettes fiscales et sociales	162 331	98 368
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	57 378	83 305
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	137 810	716 760
TOTAL DETTES (III)	624 224	1 169 744
ECARTS DE CONVERSION ET DIFFÉRENCES D'ÉVALUATION PASSIF (IV)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	1 336 127	1 643 962

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	5 331	5 354	-23	0%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 203 841	620 853	582 988	94%
Montant net du chiffre d'affaires	1 209 172	626 207	582 965	93%
dont à l'exportation				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 500 521	1 338 380	162 140	12%
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	23 296	26 477	-3 181	-12%
Autres produits	16 578	14 358	2 220	15%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 749 567	2 005 423	744 144	37%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	5 493	6 515	-1 023	-16%
Variation de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	1 034 720	772 571	262 150	34%
Impôts, taxes et versements assimilés	33 426	30 331	3 094	10%
Salaires et traitements	814 539	750 773	63 767	8%
Charges sociales	399 475	331 032	68 443	21%
Dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	101 477	96 473	5 004	5%
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	194		194	
Dotations aux provisions				
Autres charges	95 573	93 349	2 223	2%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 484 896	2 081 044	403 852	19%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	264 671	-75 622	340 292	450%
Bénéfice ou perte transférée (III)		2 565	-2 565	-100%
Pertes ou bénéfice transféré (IV)	12 975	4 785	8 190	171%
TOTAL QUOTE-PART DE RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS EN COMMUN (III - IV)	12 975	7 350	5 625	77%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation	10 157	1 458	8 699	597%
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	10 157	1 458	8 699	597%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		0	-0	-100%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)		0	-0	-100%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	10 157	1 458	8 699	597%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - V + V - VI)	261 853	-76 384	338 236	443%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	6 694	5 202	1 492	29%
Sur opérations en capital	77 758	74 748	3 010	4%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	84 452	79 950	4 502	6%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	483	2 612	-2 129	-81%
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	483	2 612	-2 129	-81%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	83 969	77 339	6 631	9%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (IX)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (X)	55 379		55 379	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	2 844 176	2 089 396	754 780	36%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 553 733	2 088 441	465 292	22%
BÉNÉFICE OU PERTE	290 443	955	289 488	30316%

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	237 857	310 272	-72 415	-23%
Bénévolat	482	267	215	81%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	200 500	197 500	3 000	2%
Prestations en nature	37 357	112 772	-75 415	-67%
Personnel bénévole	482	267	215	81%

OBJET SOCIAL

Cette association a pour objet d'assurer la gestion matérielle et financière du Théâtre Paris-Villette et du Grand Parquet, d'accompagner les équipes artistiques en création, et de permettre à un public jeune et non averti d'accéder à une offre artistique contemporaine et de qualité.

Les moyens d'action que l'association déploie pour remplir ses missions sont notamment :

- ° la programmation d'une saison de spectacles
- ° la présentation publique ou privée de spectacles hors les murs
- ° la mise en place d'un programme d'action artistique
- ° l'accueil d'équipe en répétition et l'accompagnement de projets en création
- ° la collaboration avec d'autres associations pour le montage, et les représentations à travers notamment l'accueil, la commande, la coréalisation ou la coproduction de spectacles
- ° la présentation de toutes les formes d'expression artistique et intellectuelle (spectacles, expositions, stages, conférences, projections cinématographiques, vidéo, audio-visuelles...) permettant le rayonnement local, national et international des activités de l'association

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Le Théâtre Paris-Villette a accueilli la Serbian House (Maison de la République de Serbie) pendant les Jeux Olympiques de Paris.

Le résultat exceptionnel 2024 est lié au produit de cette privatisation : 480 000€

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis conformément aux dispositions du Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan comptable général, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement	32 300					32 300	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	36 331				17 888	18 443	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 631				17 888	50 743	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage indu	271 790		70 462		2 470	339 782	
Installations générales, agencements divers	557 046		13 545		21 591	549 000	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	125 030		1 099		24 205	101 925	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours			12 248			12 248	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	953 866		97 354		48 266	1 002 954	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	153					153	
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières							
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	153					153	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 022 649		97 354		66 153	1 053 850	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement	29 925	600		30 525
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	35 270	1 061	17 888	18 443
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	65 195	1 661	17 888	48 968
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	207 347	28 815	2 470	233 693
Inst. générales, agencements, aménagements divers	328 466	53 789	21 591	360 664
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	84 272	17 211	24 205	77 279
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	620 085	99 816	48 266	671 635
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	685 281	101 477	66 153	720 604

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	194		194	
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL GÉNÉRAL	194		194	

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	57 423	57 423	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 367	1 367	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	39 042	39 042	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	159 074	159 074	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	5 918	5 918	
Charges constatées d'avance	23 873	23 873	
TOTAL DES CRÉANCES	286 697	286 697	

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	39 278			39 278
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	39 278			39 278

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	249 093	249 093		
Personnel et comptes rattachés	40 344	40 344		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	52 892	52 892		
Impôts sur les bénéfices	55 379	55 379		
Taxe sur la valeur ajoutée	3 115	3 115		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	10 600	10 600		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	15 195	15 195		
Autres dettes	57 378	57 378		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	137 810	137 810		
TOTAL DETTES	621 807	621 807		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	23 873
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	23 873

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	137 810
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	137 810

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 511
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	53 511

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	1 199
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	1 199